

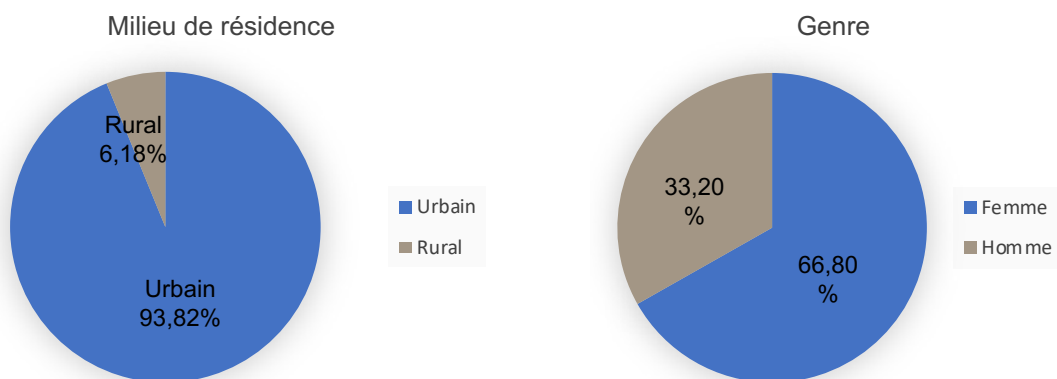


Résultats de la consultation citoyenne sur l'impact ressenti de la hausse des prix

Dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel au titre de l'année 2022 relatif à la situation économique, sociale et environnementale, le CESE a sollicité, du 20 avril au 20 mai 2023, la contribution des citoyen(e)s à travers sa plateforme « Ouhariko » et sa page officielle sur le réseau social Facebook. Les résultats de la consultation donnent globalement une idée sur les perceptions des participant.e.s concernant l'évolution récente du coût de la vie et leurs propositions pour atténuer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages. Le nombre de personnes qui ont interagi avec le sujet est de 24 298 dont 1118 participants au questionnaire.

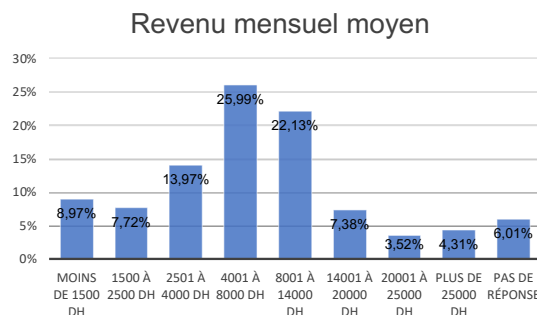
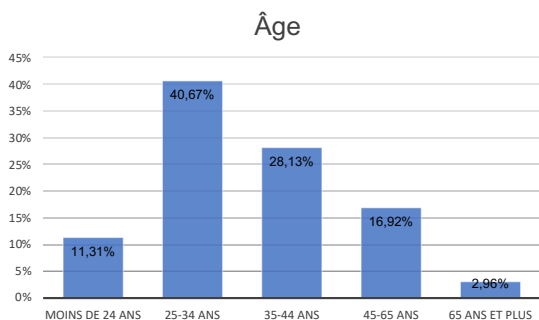
Caractéristiques du groupe de participants

Les 1118 participants à la consultation sont principalement issus de zones urbaines, avec une forte proportion atteignant plus de 93,82%, tandis que les participants issus des milieux ruraux ne représentent que 6,18%. En termes de genre, les femmes ont été deux fois plus nombreuses (66,80%) que les hommes (33,20%) à répondre au sondage.



La population des répondants est constituée pour plus des deux tiers (68,80%) par des jeunes entre 15 et 44 ans. La répartition des participant.e.s par âge, telle que détaillée dans le graphe ci-dessous, recoupe parfaitement la distribution des répondants selon le revenu. Près des deux tiers des répondants (63,33%) déclarent disposer d'un revenu mensuel supérieur à 4.000,00 MAD,

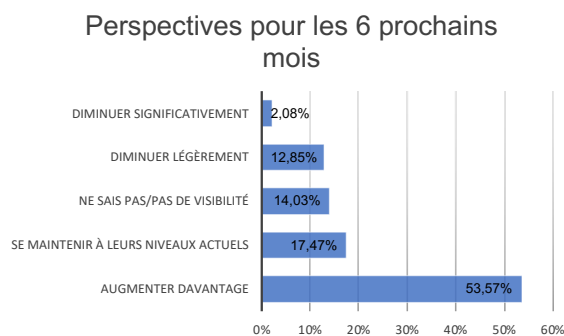
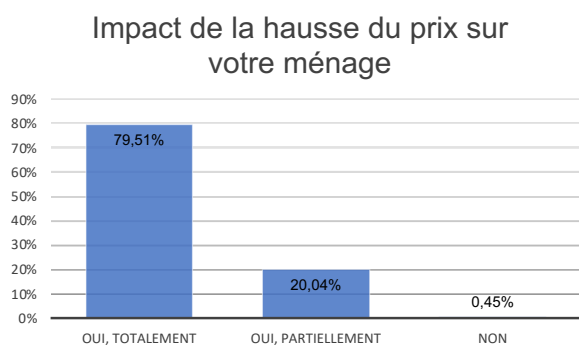
avec une concentration des participant.e.s autour des tranches de revenus de 4.001,00 à 8.000,00 MAD (25,99%) et de 8.001,00 à 14.000,00 MAD (22,13%). Il convient donc de souligner que 16,69% des participant.e.s ont déclaré percevoir un revenu mensuel moyen de moins de 2.500,00 MAD, se situant ainsi largement en dessous du revenu mensuel médian par ménage (voire, pour une grande part, du revenu médian par personne).



Impact de la hausse des prix sur les ménages

Les répondants déclarent, de manière quasi-unanime (99,55%), être touchés par la hausse des prix.

Dans leur quasi-majorité, les répondants ne semblent pas optimistes quant aux perspectives à court terme. Seul un participant sur dix envisage la possibilité d'une baisse imminente des prix, tandis qu'une proportion infime, frôlant légèrement les 2% , estime que cette potentielle diminution pourrait être significative. En revanche, plus de la moitié (53,57%) sont persuadés que cette tendance haussière va se maintenir . Par ailleurs, il convient de souligner qu'une part significative des répondants (14,03%) considère manquer de visibilité et ne parvient pas à se prononcer sur l'évolution des prix dans les 6 prochains mois.



Mesures pour alléger la pression de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

La grande majorité des participant.e.s estime qu'il est essentiel de mettre en place des mesures actives pour répondre à cette situation préoccupante qui impacte diverses strates de la société. Près des deux tiers des répondants préconisent de porter l'effort sur les circuits de commercialisation. Ainsi, 67,71% estiment qu'il convient prioritairement de lutter de manière plus efficace contre la spéculation des prix et des ententes illégales. Cette préconisation semble aller de paire avec la réduction du nombre des intermédiaires dans la commercialisation des produits agricoles que plébiscitent 62,52% des répondants.

À cet égard, les participant.e.s estiment qu'il est nécessaire d'adopter une approche combinée comprenant des mesures immédiates pour stabiliser les prix et inverser la tendance à la hausse, ainsi que des réformes plus profondes du modèle de production agricole. D'une part, Ils recommandent d'exonérer de droits d'importation et de TVA les matières et les produits contribuant à cette hausse des prix (41,32%), tout en veillant à assurer un approvisionnement suffisant des marchés en produits essentiels (41,23%). D'autre part, 39,71% des répondants expriment le souhait que l'effort public soit davantage axé sur l'incitation des agriculteurs à augmenter leur production destinée à répondre aux exigences du marché interne.

Par ailleurs, un répondant sur quatre préconise d'octroyer des aides directes, en argent ou en nature, au profit des ménages les plus impactés (25,85%).

Mesures prioritaires

